



PRÉFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

A Bourges, le

22 NOV. 2016

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**PARC EOLIEN SEPE DU FOUZON**

**Commune de Nohant-en-Graçay**

**Objet :** Installations classées - Demande d'autorisation unique - Parc éolien composé de 3 aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur la commune de Nohant-en-Graçay.

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Par lettre déposée à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) du Cher le 5 novembre 2015, Monsieur Christof BUETTNER, agissant en qualité de gérant de la Société d'Exploitation du Parc Eolien (SEPE) du Fouzon dont le siège social est situé au 2 Impasse du Pré BERNOT – 60880 LE MEUX, sollicite une autorisation unique pour le parc éolien « Parc Eolien de Bois Mérault », composé de trois aérogénérateurs et d'un poste de livraison électrique implantés sur le territoire de la commune de Nohant-en-Graçay.

À cet effet, un dossier auquel ont été annexés notamment une étude d'impact, des études paysagère, acoustique et faunistique, une étude des dangers, des plans réglementaires et un projet architectural, a été joint à la lettre de demande.

Suite à la demande de compléments adressée au demandeur par la Préfète du Cher par courrier du 9 février 2016, une version consolidée du dossier de demande d'autorisation unique a été déposée le 12 mai 2016 en DDCSPP.

Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 10 juin 2016. La recevabilité a été notifiée par la Préfète du Cher le 13 juin 2016. Elle relevait quelques points à améliorer qui ont été mis à jour dans le dossier présenté à l'enquête publique. L'avis de l'Autorité Environnementale du 19 juillet 2016 identifie également certains axes d'amélioration auxquels le porteur de projet a répondu par un mémoire qui a été joint au dossier d'enquête publique.

## 1. OBJET DE LA DEMANDE

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation unique prévue par l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014.

Cette demande d'autorisation unique est sollicitée pour :

- une demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- une demande de permis de construire au titre du code de l'urbanisme ;
- une demande d'approbation d'un projet d'ouvrage au titre du code de l'énergie.

### 1.1 CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE HORS ICPE

Les éoliennes terrestres dont la hauteur de mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure à 12 mètres sont soumises à permis de construire au titre de l'article R. 421-2 du code de l'urbanisme.

La puissance électrique totale du parc étant inférieure au seuil de 50 MW fixé par l'article R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

### 1.2 Situation de l'établissement au regard de la législation ICPE

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Hauteur maxl de mât	Unités du volume
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	3 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	≥ 50	m	138,42	m

A (Autorisation)

### 1.3 LE DEMANDEUR

La société SEPE du Fouzon est totalement détenue par la société ENERCON Independent Power Producer GmbH – groupe ENERCON.

La société ENERCON est spécialisée dans le développement, la construction, l'exploitation et la maintenance de parcs éoliens.

La société SEPE du Fouzon n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs sont prévus d'être implantés, mais elle a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

### 1.4 DESCRIPTION DU PROJET

#### Installations

Le parc éolien projeté se compose de :

- 3 aérogénérateurs identifiés n° E1 à n° E3 ;
- 1 poste de livraison électrique, à proximité de l'éolienne E1.

Le pétitionnaire a retenu le modèle Enercon E115 d'une puissance nominale unitaire de 3 MW. Ce modèle présente une hauteur de mât (en sommet de nacelle) de 138,42 m, un diamètre de rotor de 115 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 193,26 m.

D'une puissance totale maximale de 9 MW, le parc permettra une production annuelle estimée à 22,5 GWh, ce qui représente la consommation électrique d'environ 7 300 foyers.

Le poste de livraison sera relié au réseau national de distribution via un poste source (propriété du gestionnaire du réseau électrique) ou directement sur le réseau local 20 000 V. Le poste source le plus proche sur lequel pourra être raccordé le projet Bois Méréault est celui de Reboursin (36) à environ 11 km. Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR), arrêté par le préfet de la région Centre-Val de Loire le 5 juillet 2013 et modifié le 22 octobre 2014, a prévu l'implantation d'un nouveau poste source de Paudy à environ 7 km. Ce poste source aura une capacité de 120 MW et permettra de proposer une autre alternative au raccordement du projet éolien Bois Méréault. Le 3 septembre 2015, une convention a été signée entre le Conseil régional Centre Val de Loire et le gestionnaire de réseau ERDF pour la construction de ce poste source aux horizons de 2017. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du demandeur.

Les constructions projetées représentent une surface de plancher de 15,75 m<sup>2</sup> à destination industrielle.

### Implantation

Un plan de situation et un plan de masse sont joints en annexes au rapport.

Le site d'implantation du projet éolien est localisé sur la commune de Nohant-en-Graçay, dans le département du Cher en région Centre-Val de Loire. La zone d'implantation du projet se situe à la pointe centre Ouest du département, au sud-ouest de Vierzon et dans la Communauté de communes Vierzon-Sologne-Berry.

Les trois aérogénérateurs et le poste de livraison sont implantés sur la commune de Nohant-en-Graçay, sur les parcelles suivantes : ZL 4, ZL 7 et E 235.

La zone d'implantation s'inscrit dans une aire paysagère de transition entre le Bassin Parisien et le Massif Central, et se décline à travers quatre entités fortes :

- La Sologne en rive droite du Cher, au nord, qui correspond à un vaste paysage forestier,
- La vallée du Cher, qui s'écoule longuement d'est en ouest dans une large vallée entre les confins de la Sologne et ceux du Berry,
- Le Boischaut Nord ou Gâtines de l'Indre, à l'ouest, caractérisé par une diversité de paysages, où s'alternent cultures, prairies humides, bosquets et forêts, bocages ouverts sur fond d'ondulations des affluents du Cher,
- La Champagne Berrichonne, plateau calcaire aux horizons lointains, aux grandes cultures céréalières et oléagineuses et fortement marqué par un relief dont l'altitude avoisine les 160 m avec un maximum à Brion de 221m.

Un cours d'eau s'écoule à proximité de la zone d'implantation :

- la rivière Fouzon située à environ 100 m au sud de l'éolienne E2.

L'aire d'implantation du parc est exempte de zone environnementale protégée. Les zones sensibles les plus proches sont :

- 4 ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) : « Pelouses et marais de la chataignerie », « Marais de Luard », « Etangs de Seps » et « Pelouses de Neroux » situées dans un rayon de 10 km ;
- 1 ZCS (Zone Spéciale de Conservation) : Îlots de marais et coteaux calcaires au Nord-Ouest de la Champagne Berrichonne situées à environ 4 km du projet.

Les principaux axes routiers sont, au nord-ouest, l'autoroute A20 et la route départementale RD 2020 qui la longe. La route départementale RD 68 se situe à l'ouest du projet.

Hormis le château du Grand Longchamp, la trame bâtie se résume principalement à la présence de maisons ou de fermes isolées voire de petits hameaux dispersés.

Le projet est situé en zone de sismicité 2 (faible).

Le projet est implanté sur le territoire de la commune de Nohant-en-Graçay qui est identifié comme favorable au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie du Centre-Val de Loire validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n° 12.120 du 28 juin 2012. Il est situé dans la zone n° 15 « Champagne Berrichonne et Boischaut Méridional ».

Il correspond à une densification du parc éolien du Longchamp situé sur la commune de Nohant-en-Graçay et composé de 4 éoliennes mises en service en 2012.

### **1.5 PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT**

La production d'électricité éolienne repose sur la transformation d'une énergie mécanique (le vent et le mouvement des pales) en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6 et 17 tours par minute. Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension d'environ 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

### **1.6 CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION**

En application de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une procédure d'autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la demande d'autorisation unique est instruite selon la procédure d'autoriser d'exploiter au titre de la législation ICPE ; législation applicable aux éoliennes depuis leur inscription au régime des ICPE en application du décret n° 2011-984 modifiant la nomenclature des ICPE. Cette procédure fait toutefois l'objet de quelques aménagements, en application du décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et les nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement. Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

La société SEPE du Fouzon s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation unique, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés susvisés.

La commune de Nohant-en-Graçay est dotée d'une carte communale qui délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne peuvent être autorisées que sous certaines conditions.

Dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement du règlement national d'urbanisme et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables. L'article L. 421-6 (modifié par la Loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 - article 105) précise que *« le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique »*.

Le projet du parc éolien de Bois Mérault se situe dans un secteur où les constructions nécessaires à des équipements collectifs, telles que des éoliennes, sont autorisées.

### **1.7 CONTRAINTES D'IMPLANTATION**

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article 3 de l'arrêté susvisé, le parc éolien objet de la demande est implanté de telle sorte que les aérogénérateurs du parc sont situés à au moins 500 m des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2011.

L'habitation la plus proche est située au lieu-dit « Ferme Saint-Ladre » à 710 m à l'est de l'éolienne E3.

Les aérogénérateurs sont implantés à plus de 300 m de tout établissement classé Seveso et à plus de 250 m de tout bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens.

Le radar le plus proche est le radar météorologique de Bourges situé à environ 40 km du projet.

## **2. PROCÉDURE D'INSTRUCTION**

En application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, la présente demande bénéficie de l'accord de :

- la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) : la DGAC précise, par courrier daté du 22 février 2016, que le projet se situe en dehors des zones intéressées par des servitudes aéronautiques ou radioélectriques relevant de son domaine de compétences. Elle donne son autorisation sous réserve de la mise en place d'un balisage diurne et nocturne pour chacune des éoliennes, de l'envoi à la DGAC du formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien un mois avant le début des travaux et de la communication à la DGAC de l'avancement des travaux de construction.
- la Direction de la Sécurité Aéronautique de l'État (DSAE) du ministère de la Défense : par deux courriers datés du 22 février 2016, relatifs à la demande d'autorisation d'exploiter ICPE et à la demande de permis de construire, la DSAE indique que le projet n'est pas de nature à remettre en cause la mission des forces. La DSAE donne son autorisation sous réserve que chaque éolienne soit équipée d'un balisage diurne et nocturne. La DSAE demande, en outre, que le commandement de la Zone Aérienne de Défense Nord de Cinq-Mars-La-Pile (Indre-et-Loire) soit informé de la construction, des coordonnées géographiques et de la mise en service du parc.

- Météo France : par lettre datée du 4 janvier 2016, Météo France indique que le parc projeté étant situé à plus de 20 km du radar météorologique de Bourges, son accord n'est pas requis.

## **2.1 AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE**

L'Autorité Environnementale (AE) a émis le 19 juillet 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation unique. Cet avis, qui ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'étude d'impact, a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Il souligne en particulier les aspects suivants :

➤ sur la qualité de l'étude d'impact :

- en termes de biodiversité :

« L'étude faune-flore-milieux a été conduite sur un cycle biologique annuel complet, avec une pression d'inventaires adaptée aux enjeux (notamment pour les oiseaux et les chauves-souris).

L'enjeu du secteur en termes de flore et de milieux naturels est considéré comme faible. En effet, l'occupation du sol est quasi-exclusivement concernée par des grandes cultures, à l'exception d'une ancienne carrière où se développe une végétation calcicole, et de deux fossés/ruisseaux, partiellement longés par des haies, essentiellement arbustives. Aucune espèce végétale patrimoniale n'a été inventoriée.

Concernant l'avifaune, le cortège d'espèces recensées présente des enjeux qualifiés à juste titre de modérés. En effet, plusieurs espèces patrimoniales ont été observées sur le secteur d'étude :

- l'Édicnème criard est présent en période de nidification (avec au moins un couple cantonné) ;
- le Busard Saint-Martin n'est pas nicheur dans l'aire d'implantation du projet mais utilise la zone en chasse et niche probablement à proximité ;
- le Busard cendré est nicheur certain à proximité de l'aire d'étude (deux couples) ;
- la migration reste diffuse avec des effectifs ponctuellement notables de Vanneau huppé et de Pluvier doré (également présents en hivernage).

Pour les chauves-souris, le peuplement inventorié est relativement diversifié (10 espèces sur la zone d'implantation, 15 espèces dans l'aire d'étude immédiate), avec une nette prédominance de la Pipistrelle commune, associée à des espèces moins fréquentes (Pipistrelle de Kuhl, Barbastelle, Sérotine commune) voire occasionnelles sur la zone (Noctules commune et de Leisler, Pipistrelle de Nathusius). L'activité enregistrée reste modérée, et très variable selon les milieux (forte au niveau des étangs, hors zone d'implantation ; moyenne au niveau des haies et lisières boisées ; faible à très faible au niveau des grandes cultures). L'enjeu global est considéré comme assez fort pour ce groupe. »

- en termes de paysage et patrimoine historique :

« Le projet est localisé à la croisée de différentes entités paysagères principalement sous l'influence de la Champagne berrichonne et du Boischaut Nord. L'état initial est correctement décrit en présentant les caractéristiques du paysage à l'échelle proche et lointaine. Le dossier décrit correctement le contexte paysager de l'aire d'implantation du projet et les enjeux sont hiérarchisés de manière appropriée.

Le descriptif du patrimoine historique et culturel est de bonne qualité.

Il identifie cinq édifices protégés au titre des monuments historiques dans un rayon de 10 km autour du projet, considérés comme à enjeu moyen : le château du Coudray à Luçay-le-Libre, l'église de Massay, l'église Saint Martin à Nohant-en-Graçay, l'église Notre Dame à Graçay et le château de Coulon à Graçay.

Un monument historique est qualifié comme enjeu moyen à fort : le dolmen dit de la Pierre Levée situé à 3,5 km du projet. Il existe en effet un enjeu d'intervisibilité dans la mesure où les éoliennes seront visibles du site classé.

L'effet d'écrasement présenté dans l'étude aurait nécessité d'être, par la suite, traité dans les analyses des photomontages. »

- en termes de bruit :

« L'ambiance sonore de l'aire d'étude rapprochée est évaluée de manière correcte au moyen d'une campagne de mesures du bruit résiduel effectuée du 14 avril au 05 mai 2015 depuis 8 points représentatifs des habitations les plus proches de la zone d'implantation du projet.

Les résultats ont été analysés en fonction des périodes de la journée (jour et nuit), de la vitesse et de la direction du vent. Ils permettent de conclure à une ambiance sonore modérée. Les principales sources de bruit sont constituées par le trafic routier, les bruits de la nature, les bruits émanant des équipements et activités agricoles et le bruit du parc existant de Longchamp, exploité par une autre société. »

➤ sur la prise en compte de l'environnement par le projet :

« Le dossier prévoit des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement dès la phase de chantier, jugées proportionnées, telle que le démarrage du chantier en dehors de la période de reproduction de l'avifaune.

Les mesures proposées par l'exploitant dans le cadre du réaménagement du site sont adéquates et compatibles avec un usage futur de type agricole.

L'étude des dangers conclut, de manière justifiée, que les risques résiduels liés au fonctionnement des éoliennes sont acceptables pour le site choisi ».

L'AE conclut que « le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. »

Suite à cet avis de l'AE, le pétitionnaire a fourni un mémoire en réponse aux observations formulées. Ce mémoire, transmis le 10 août 2016 et joint au dossier d'enquête publique, porte sur les points suivants :

- le demandeur précise que le protocole de suivi avifaune retenu se base sur les recommandations de vulnérabilité des espèces en fonction de la période considérée et sur le niveau d'impact résiduel du projet ;
- concernant le risque de saturation visuelle, le pétitionnaire indique que ce risque concerne une zone très restreinte des premiers hameaux à proximité du projet. Les photomontages traitant ce point concluent en un effet de surplomb limité.

## 2.2 ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n°2016-DDCSPP-173 du 30 juin 2016 s'est déroulée du 22 août au 21 septembre 2016 inclus dans les 12 communes suivantes :

- NOHANT-EN-GRACAY (commune d'implantation), GRACAY, GENOUILLY, DAMPIERRE-EN-GRACAY, MASSAY et CHERY dans le Cher ;
- MEUNET-SUR-VATAN, LUCAY-LE-LIBRE, SAINT-PIERRE-DE-JARDS, REUILLY, GIROUX et PAUDY dans l'Indre.

L'enquête a suscité peu d'intérêt de la part des populations. Seules deux observations orales et deux observations écrites ont été faites lors des cinq permanences du commissaire enquêteur.

Les deux observations écrites sont défavorables au projet. Elles relèvent notamment le risque de saturation visuelle et la densification des parcs dans cette région; le risque d'atteinte aux paysages, aux humains, aux oiseaux et chiroptères par les nuisances sonores et lumineuses. Une observation orale est relevée défavorable au projet arguant des nuisances liées à la saturation visuelle dans le secteur. Enfin, la seconde remarque orale est favorable au projet.

Par procès-verbal d'observations du 27 septembre 2016, le commissaire enquêteur a communiqué au pétitionnaire les remarques et les interrogations formulées lors de l'enquête publique, auxquelles il a répondu par courrier du 07 octobre 2016.

Les éléments de réponse fournis par le demandeur peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Observations du public	Réponses du demandeur
La commune de Saint-Outrille-en-Gracay n'est pas consultée pour le projet alors qu'elle est impactée par le visuel.	La commune se situe en dehors du périmètre de consultation du projet conformément aux articles R.512-14 et R.512-20 du Code de l'Environnement. Par ailleurs, les mesures de publicité réalisées avant et au démarrage de l'enquête publique dépassent très largement le cadre

	<p>du territoire retenu pour l'enquête permettant aux habitants de Saint-Outrille d'être informé et de venir se présenter à l'enquête publique.</p> <p>Enfin, dans le cadre de l'étude d'impact menée sur le projet de parc éolien, la commune de Saint-Outrille a fait l'objet d'une analyse paysagère dans la mesure où elle se situe dans le rayon d'étude rapprochée du projet.</p>
Saturation de l'espace, concentration d'éolienne	<p>En cohérence avec le Schéma Régional Eolien, le projet prévoit l'implantation de trois éoliennes en densification des parcs existants ou autorisés.</p> <p>L'analyse présentée dans le dossier concernant le risque de saturation visuelle conclut que le projet n'apporte pas d'effet de saturation visuelle supplémentaire par rapport au pôle de concentration attendant mais une simple densification raisonnée.</p>
Logique d'implantation dans un secteur de vent « zone 2 » de Météo France	<p>La description des régimes de vents doit s'appuyer sur une autre échelle d'analyse et prendre en compte tous les phénomènes « locaux » afin d'aboutir à une détermination du climat et du potentiel éolien d'un secteur d'étude.</p> <p>Des mesures de vents ont été réalisées à proximité de l'aire d'implantation entre juillet 2013 et juillet 2016. Les résultats de cette étude locale de vent sont très satisfaisants et ont permis de confirmer la faisabilité économique du projet. Sans cet impératif, le projet aurait été abandonné.</p>
Nuisances sonores	<p>Une étude acoustique a été réalisée par un cabinet indépendant. Suivant les mesures réalisées sur site, ainsi que les outils et hypothèses pris en compte par le bureau d'étude, les résultats sont conformes aux règles fixées par l'arrêté du 26 août 2011.</p> <p>Dès le début de son exploitation, le parc éolien sera tenu de respecter cette réglementation.</p> <p>En ce qui concerne l'impact acoustique sur les chiroptères, il n'y a pas d'impact connu des émissions sonores des éoliennes.</p>
Émissions lumineuses	<p>L'impact lumineux du parc éolien se limitera aux exigences réglementaires liées à la sécurité de l'aviation. Pour limiter les perturbations visuelles, les flashs des trois éoliennes du projet seront synchronisées.</p> <p>Enfin, alors que des études scientifiques ont été menées dans les années passées pour déterminer l'impact des éoliennes sur les chiroptères, aucune n'établit un impact des flashs lumineux provenant du système de balisage des éoliennes sur les chiroptères.</p>
Étude sonore d'une très courte durée à une période où les vents dominants ne sont pas importants	<p>L'étude acoustique a été réalisée par un bureau d'étude indépendant en utilisant une méthodologie respectant la réglementation en vigueur.</p> <p>Les panels de mesures rencontrés sur site sur la période du 14 avril au 05 mai 2015 comportait a minima 7 vitesses de vents consécutives. La rose de vents obtenue sur les 22 jours d'observations est en totale adéquation avec la rose de vents Météo France de la station locale.</p>
Absence de rencontre des riverains et manque d'information générale sur l'éolien	<p>Un historique factuel a été présenté dans le dossier soumis à l'enquête publique. Cet historique atteste de la communication faite autour du projet.</p>
Nuisances des installations pour les communes voisines sans bénéfice	<p>Le porteur de projet présente dans sa réponse les différentes retombées économiques du parc au-delà de la commune d'implantation.</p>



### **2.3 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Dans son rapport, le commissaire enquêteur note que le mémoire établi par le demandeur en réponse aux remarques exprimées lors de l'enquête publique apporte des éléments de nature à satisfaire les observations formulées.

Dans son procès-verbal de conclusions et d'avis établi le 21 octobre 2016, le commissaire enquêteur considère notamment que :

- « l'installation se situe dans une plaine céréalière déjà pourvu en la matière ,
- le projet n'apporte pas d'effet de saturation visuelle mais une simple densification raisonnée,
- les trois éoliennes seront équipées d'un système dit de serration qui permet de réduire de 1,5 à 2 décibels le bruit des pales,
- une équipe de la société ENERCON dispose de tout moyen pour intervenir 7j/7,
- les 3 unités qui s'ajoutent à un panorama déjà constitué et important, n'amplifieront peu ou pas le visuel existant. »

En conclusion, le commissaire enquêteur émet un avis favorable (sans réserve).

### **2.4 AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX**

Les conseils municipaux des 12 communes situées dans le rayon d'enquête de 6 km ont été consultés.

7 conseils municipaux ont délibéré sur le projet :

- 6 ont émis un avis favorable : Chéry, Paudy, Dampierre-en-Graçay, Massay, Nohant-en-Graçay, Luçay-le-Libre,
- 1 a émis un avis défavorable : Saint-Pierre-De-Jards (sans motivation).

Les communes de Genouilly, Graçay, Meunet-sous-Vatan, Reuilly, Luçay-le-Libre et Giroux n'ont pas délibéré sur le présent projet.

Une majorité des conseils municipaux des communes concernées ayant délibéré, dont celle accueillant le projet, s'est prononcée en faveur du projet.

### **2.5 AVIS DES SERVICES DE L'ÉTAT CONSULTÉS**

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des services de l'État autres que ceux détaillés ci-dessous.

#### **Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher (SDIS)**

Dans une lettre du 18 juillet 2016, le SDIS émet un avis favorable assorti d'observations sur l'accès aux engins de secours et de lutte contre l'incendie, la présence de zones de coupure d'urgence hors périmètre de sécurité, l'affichage de consignes en cas d'incendie avec indication du numéro du responsable du site, l'implantation d'extincteurs dans les locaux techniques, la mise en place de tout moyen nécessaire pour le sauvetage d'un technicien d'entretien et la prise en compte des liaisons radio ANTARES. Le SDIS demande, en outre, à être informé du début des travaux et de la mise en service des installations.

#### **Agence Régionale de Santé (ARS) – Délégation Départementale du Cher**

Par courrier du 19 mai 2016, l'ARS considère que l'étude d'impact aurait mérité d'être complétée par un calcul de l'émergence du parc voisin existant et du présent projet pour appréhender l'exposition sonore cumulée des populations riveraines du site.

Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Cher (STAP)

Dans une lettre du 27 janvier 2016, le STAP émet un avis favorable en considérant notamment que la création de cette centrale va dans le sens d'une densification de ce type d'installation le long du tracé de l'autoroute A20.

Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) – Service Régional de l'Archéologie

Dans un courrier du 2 février 2016, la DRAC a indiqué qu'au regard de sa situation et du faible impact du projet sur le patrimoine archéologique, ce dossier ne fera pas l'objet d'une prescription de diagnostic archéologique dans le cadre de l'instruction au titre de l'archéologie préventive (art. R.523-4 du Code du patrimoine).

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Par lettre du 6 juillet 2016, l'INAO a indiqué que l'activité projetée n'a aucune incidence sur les aires de production des IGP auxquelles appartient le territoire de la commune de Nohant-en-Graçay. En conséquence, l'INAO ne formule aucune objection au présent projet.

**2.6 Avis des communes et établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme ou d'autorisations d'urbanisme limitrophes de l'unité foncière d'implantation du projet**

Les avis suivants ont été recueillis au titre de l'article R. 423-56-1 du code de l'urbanisme :

- Communauté de Communes du canton de Vatan (pour les communes de Luçay-le-Libre, Meunet-sous-Vatan et Saint-Pierre-de-Jards) : réputé favorable ;
- Commune de Massay : favorable le 23 septembre 2016 ;
- Commune de Graçay : réputé favorable .

**2.7 Avis des gestionnaires de servitudes**

Les avis suivants ont été sollicités au titre de l'article R. 423-53 du code de l'urbanisme :

- Commune de Nohant-en-Graçay – Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (pour les canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement) : favorable le 21 juillet 2016 ;
- ENEDIS (ex ERDF) (pour les canalisations électriques) : dans son avis du 11 juillet 2016, ENEDIS indique qu'il est nécessaire de prendre l'attache de RTE pour les lignes HTB éventuelles ;
- EDF Transports SA (RTE - pour les canalisations électriques) : dans son avis du 27 juillet 2016, RTE indique qu'une distance d'éloignement supérieure aux exigences de l'arrêté ministériel du 17 mai 2001 pourrait être envisagé étant donné l'importance d'une ligne électrique pour le bon fonctionnement et la sécurité du réseau public de transport ;
- GRT Gaz : dans son avis du 18 juillet 2016, le gestionnaire indique que le projet est suffisamment éloigné des canalisations de gaz naturel gérées et n'émet donc aucune recommandation.

**Réponses apportées par le demandeur**

Par courriel du 9 novembre 2016, le demandeur indique, en réponse à l'avis de l'ARS, que l'exploitant du parc éolien voisin du Longchamp est une entité indépendante disposant de son propre arrêté d'autorisation. Ainsi, le cadre de cumul des deux parcs éoliens sous le même impact ne se présentera pas d'un point de vue réglementaire. En revanche, une analyse de l'effet cumulé avec toutes les éoliennes environnantes accordées ou en cours d'instruction a été réalisée. Les résultats obtenus sont conformes et respectent les règles d'émergences sur les périodes diurnes et nocturnes.

Concernant la recommandation issue de RTE, le demandeur indique que la distance d'éloignement préconisée est respectée : une distance de 242,26 mètres a été évaluée entre l'éolienne E3 et le câble extérieur de la ligne électrique Marmagne soit 50 mètres supplémentaires par rapport à la hauteur totale de l'éolienne.

### **3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

#### **3.1 IMPACTS LIÉS AU PROJET**

##### **Impact sur l'air**

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités et liés à la phase de travaux, et concernent :

- L'envol de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche. Le promoteur aura recours à l'utilisation d'abats poussière (camion à eau) au cours des travaux de construction et de démantèlement à cette période ;
- L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

##### **Impact sur les eaux**

Concernant les eaux de surface, le site est positionné dans le bassin versant du Cher (sous bassin du Fouzon). Le cours d'eau le plus proche est le Fouzon, un affluent du Cher. Le site d'implantation des éoliennes représente la tête de bassin de la rivière le Fouzon. Elle n'est traversée par aucun ru ou ruisseau, qu'ils soient à écoulement temporaire ou permanent.

La zone de projet est concernée par la masse d'eau souterraine interrégionale « Sables et Grès libres du Cénomanien » identifiée dans le SDAGE Loire Bretagne. Il s'agit d'une vaste masse d'eau libre à dominance sédimentaire, qui couvre une superficie d'environ 4 393 km<sup>2</sup> de Cosne-Cours-sur-Loire jusqu'à Angers en passant par Châtelleraut.

La commune de Nohant-en-Graçay possède un captage d'Alimentation en Eau Potable. Il est situé au nord-est du territoire communal et possède 2 types de périmètre de protection : immédiate et rapprochée. La zone d'implantation du projet n'est pas située dans son périmètre de protection immédiate, ni de protection rapprochée.

Le projet en tant que tel ne nécessite aucun prélèvement d'eau sur le site. Il ne générera donc aucun effluent liquide.

Pour pallier le risque lié à un déversement accidentel de produits dangereux, qui pourrait intervenir du fait du stockage temporaire d'hydrocarbures sur le site pendant les travaux, des mesures particulières sont prises (fûts à double enveloppe, stockage sur rétention, conteneurs à déchets).

En phase d'exploitation, le parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface ni en mode de fonctionnement normal ni en mode de fonctionnement dégradé. Le mât étant étanche, tous les fluides nécessaires au fonctionnement des machines resteront confinés dans cet édifice et les lubrifiants usagés seront directement pompés et évacués vers les filières de traitement spécialisées par des camions adaptés.

##### **Impact sur les sols et le sous-sol**

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux. Par ailleurs en phase de chantier, les excavations liées à la réalisation des fondations et le creusement des tranchées des réseaux de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer le sol et de le rendre plus sensible à l'érosion sous l'action de l'eau et/ou du vent.

Pendant la phase de fonctionnement, les parcs ne sont pas de nature à entraîner une pollution des sols et des sous-sols, ni en mode de fonctionnement normal, ni en mode de fonctionnement dégradé.

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation des terres en culture. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite et seront remis en état, sauf si leurs propriétaires souhaitent le maintien des aires de grutage et des chemins d'accès, dès la fin d'exploitation des installations et quel que soit le motif de la cessation de l'activité.

En complément des dispositions réglementaires nationales, le demandeur s'est engagé à :

- Limiter la création de nouveaux chemins d'accès en utilisant les voies existantes. Au total, il y aura environ 5 111 m<sup>2</sup> de chemins à créer essentiellement dans des parcelles cultivées ;
- Une étude géotechnique permettra de déterminer les caractéristiques des fondations à réaliser pour l'implantation des aérogénérateurs. À ce stade, l'hypothèse majorante retenue fait état d'une fondation d'un diamètre de 25 mètres.

#### Impact lié aux déchets

Lors de la construction des installations, une faible quantité de déchets sera produite : ferrailles, bois, cartons, matières plastiques.

Les installations en fonctionnement ne génèrent que très peu de déchets, liés aux opérations de maintenance : huiles et graisses usagées, filtres, liquides de refroidissement, chiffons souillés.

D'une manière générale, les déchets produits lors de la construction du parc seront éliminés au fur et à mesure de leur production en étant collectés séparément, stockés sur des zones aménagées puis valorisés ou éliminés conformément à la réglementation en vigueur, en favorisant le recyclage des déchets non dangereux.

Les déchets générés par les éoliennes en phase d'exploitation, du fait, en particulier, des opérations de maintenance, seront stockés dans un conteneur dédié implanté sur le site, avant d'être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

#### Impact lié au bruit

La rotation des pales dans l'air émet un bruit.

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée par un bureau d'études expert en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs, de leur signature acoustique et de l'emplacement des habitations riveraines.

Huit points de mesure ont été implantés, du 14 avril 2015 au 05 mai 2015, près des habitations riveraines les plus proches, référencés « Le Petit Longchamp », « Le Grand Longchamp - Château », « Le Grand Longchamp - habitation », « Marge Martin », « Cermelles », « Saint Ladre », « Le Rocher » et « Bel Air » afin de caractériser le niveau de bruit ambiant et d'évaluer sa compatibilité avec l'implantation du parc éolien.

L'étude conclut que le parc éolien respectera les niveaux d'émergence réglementaire vis-à-vis des habitations les plus exposées et les niveaux sonores maximums admissibles.

Le porteur de projet a également indiqué, dans son mémoire en réponse après l'enquête publique, que les pales des éoliennes seront équipées d'un système de serration. Ce dispositif consiste en l'ajout d'un petit appendice dentelé placé sur le bord de fuite et aux extrémités des pales. Les serrations permettent de limiter les turbulences en bout de pales et ainsi le bruit aérodynamique généré. Une réduction de l'ordre de 1,5 à 2 décibels à puissance nominale est ainsi attendu par rapport au modèle retenu dans le dossier initial.

### Impact lié aux vibrations

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées selon la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations doit permettre de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

### Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur électrique présent dans la nacelle, au poste de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieurs à 100 microteslas à 50-60 Hz.

### Impact lié aux effets stroboscopiques

Le phénomène de battement d'ombre qui se produit au cours des périodes de l'année où le soleil est bas et le ciel dégagé est très ponctuel.

Aucun bâtiment à usage de bureau n'est à ce jour situé à moins de 250 mètres des aérogénérateurs. En conséquence, aucune étude des effets stroboscopiques n'est exigible en vertu de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Le demandeur a toutefois réalisé une étude des ombres portées au niveau de six habitations proches du projet.

Il en ressort que la durée annuelle maximale d'exposition est de l'ordre de 8 heures, en tenant compte de facteurs réducteurs tels que les conditions d'ensoleillement, la présence d'écran de végétation, l'orientation des habitations, le placement des pales entre le soleil et les habitations.

Le demandeur conclut à un impact faible du projet

### Impact sur le fonctionnement des radars

Les installations peuvent potentiellement perturber le fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité à la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens. De ce fait, des distances minimales d'éloignement avec ces équipements sont définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011, variant entre 10 et 30 km selon les équipements.

Le présent projet respecte ces distances d'éloignement.

### Impact sur le paysage et le patrimoine historique

La réalisation de l'étude paysagère a été confiée à un paysagiste.

Le présent projet résulte d'une analyse itérative multicritères ayant conduit à arbitrer entre 4 configurations de positionnement des aérogénérateurs. Le demandeur justifie dans son dossier, sur la base d'un bilan des impacts environnementaux et de critères techniques, les raisons pour lesquelles trois scénarii d'implantation et de configuration ont été écartés.

Selon le demandeur, l'agencement du parc est simple, il respecte les lignes directrices du paysage et les éoliennes s'intègrent harmonieusement dans le pôle de concentration éolien. Le projet n'apporte pas de modification visuelle complémentaire majeure par rapport à l'état existant. L'implantation en ligne droite permet une bonne intégration par rapport aux données du paysage et à la structure du pôle de concentration éolien. Le projet ne s'impose pas et n'entretient aucun conflit visuel majeur avec les Monuments Historiques du territoire.

Sur la base des photomontages, l'étude indique que la plupart des habitations les plus proches sont accompagnées d'éléments arborés ce qui atténue l'impact. Le projet apporte peu d'occupation de l'horizon

supplémentaire par rapport aux éoliennes du pôle de concentration en développement qui apporte déjà une certaine saturation visuelle depuis les fermes les plus proches. Pour celles-ci, le paysage proche sera déjà un paysage éolien et les trois éoliennes du projet vont principalement dans le sens d'une densification raisonnable du pôle de concentration existant.

La mutation du paysage local est acceptable et cohérente avec les enjeux du projet éolien.

L'étude prend en considération l'ensemble des enjeux patrimoniaux visés par le Schéma Régional Éolien.

L'étude recense, en particulier, les monuments historiques suivants en tant qu'enjeu moyen à fort :

- 1 dans un rayon de 3 km :
  - à Nohant-en-Graçay : Église Saint Martin (classée).
- 4 dans un rayon de 3 à 5 km :
  - à Luçay-le-Libre : Château du Coudray (inscrit) ;
  - à Graçay : Château de Coulon (classé) ;
  - à Graçay : Dolmen dit de la Pierre Levée (classé) ;
  - à Massay : Église de Massay (classée).
- 1 dans un rayon de 5 à 10 km :
  - à Graçay : Église Notre Dame (inscrite).

Sur la base de photomontages, l'étude indique que le projet a un impact limité malgré une certaine richesse patrimoniale. En effet, la majorité de ces éléments patrimoniaux ont des vues fermées en direction du projet. Souvent orientés sur des versants opposés au parc éolien, situés en fond de vallée, compris dans un écrin boisé ou dans un tissu urbain fermé, ils sont indifférents au projet.

L'étude conclut que le nombre d'aérogénérateurs, leurs caractéristiques techniques et l'implantation retenue permettent de maîtriser les impacts visuels du projet sur le paysage, l'habitat et le patrimoine.

Dans son mémoire en réponse aux éléments soulevés dans l'avis de l'autorité environnementale, le porteur de projet précise également dans l'analyse des photomontages que le risque d'effet d'écrasement existe effectivement. Ce risque est concerné une zone géographique restreinte du fait de la position topographique et du motif végétal. L'exploitation des photomontages indique que les effets de surplomb restent limités, la ferme St-Ladre étant la plus exposée à ce risque.

L'insertion du projet dans le contexte éolien permet d'écarter le risque d'effets cumulés.

Au-delà du choix de la configuration du parc et des caractéristiques de machines, afin de réduire l'impact paysager du projet, le demandeur s'engage à :

- procéder à l'enfouissement de l'ensemble des lignes électriques de raccordement ;
- réaliser un traitement de façade du poste de livraison pour se fondre au mieux dans les tons du paysage ;
- intégrer les postes de transformation électrique de chaque aérogénérateur à l'intérieur du mât ;
- implanter une hale champêtre arbustive d'environ 525 m le long de la route départementale n°68 afin de proposer une découverte progressive du projet éolien lors de la sortie du bourg de Nohant-en-Graçay.

#### Impact sur la faune

La réalisation de l'étude faune et flore a été confiée à un bureau d'études.

Le projet s'inscrit dans un contexte général de grandes cultures. Une pelouse semi-sèche calcaire s'est développée au-dessus d'une ancienne carrière d'extraction de calcaire à proximité de la zone d'implantation du projet.

L'incidence du projet en termes de flore et de milieux naturels est considérée comme faible.

Concernant l'avifaune, plusieurs espèces (Busard cendré, busard Saint-Martin, œdicnème criard, passereaux) ont montré des indices de nidification au niveau de la zone d'étude immédiate qui comprend des milieux favorables à la reproduction. Ainsi, des travaux réalisés en période de nidification pourraient occasionner une destruction des nichées et d'habitat de reproduction pour ces espèces. Par la suite, en phase exploitation, l'impact sur la population du secteur sera faible, que ce soit en termes de collision ou de perturbations (perte d'habitat, effet barrière).

Ainsi, l'impact du projet a une incidence assez forte en phase chantier sur ces espèces. Par conséquent, la mise en place de mesures sera nécessaire afin de supprimer et de réduire les effets potentiels du projet.

La diversité chiroptérologique autour du projet est assez forte avec 15 espèces de chiroptères identifiées dans l'aire d'étude. Les espèces de chauves-souris inventoriées dans l'aire d'étude immédiate sont pour la plupart communes ou assez communes dans le département. Seuls la Pipistrelle de Nathusius et le Murin de Bechstein sont considérés comme rares dans le département du Cher. Le demandeur évalue ainsi la vulnérabilité forte ou assez forte pour certaines espèces (Pipistrelle de Nathusius, le Murin de Bechstein, la Noctule commune et la Noctule de Leisler).

Aucun gîte abritant des chauves-souris en hiver ou en été n'a été identifié dans l'aire immédiate du projet. L'activité de chasse des chauves-souris autour du projet est qualifiée de modérée. Cependant, l'éolienne n°2 est située proche d'un axe de trajet potentiel entre les deux étangs situés de part et d'autre de la zone du projet. Ces milieux sont très attractifs pour les chauves-souris et des fortes activités de chasse ont été enregistrées au niveau de ces étangs. De plus, l'éolienne est située à 70 mètres d'une haie, compte tenu du fait que les haies sont régulièrement utilisées comme terrain de chasse par les chauves-souris, un risque de mortalité par collision supérieur à celui des éoliennes n°1 et n°3 est attendu sur cette éolienne. Ainsi, un plan de bridage de l'éolienne n°2 sera mis en place afin de réduire au maximum les risques de collisions.

Fort de ces constats, le demandeur s'engage à :

- préserver les haies et les bosquets ;
- démarrer les travaux de construction du parc en dehors de la période de reproduction de l'avifaune, soit entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 juillet, sauf à ce qu'un contrôle préalable réalisé par un ornithologue atteste de l'absence d'espèce nicheuse d'intérêt patrimonial ;
- mettre en œuvre un suivi environnemental de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éolien terrestres reconnu le 23 novembre 2015 par le Ministère de l'environnement ;
- mettre en place un plan de bridage de l'éolienne n°2 afin de réduire au maximum les risques de collisions avec les chiroptères.

#### Impacts du balisage

Afin de réduire les nuisances visuelles, le demandeur s'engage à synchroniser les fréquences des feux de balisage des éoliennes.

### **3.2 RISQUES LIES AU PROJET**

Au regard de l'étude sur l'accidentologie réalisée, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en termes de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et adaptées au contexte local.

Les dispositions relatives :

- à l'éloignement des enjeux : habitations et réseau routier, notamment ;
  - aux dispositifs de sécurité équipant les aérogénérateurs : détecteurs d'incendie, de vibrations et de survitesse ; systèmes de freinage du rotor ; systèmes de déduction de formation de glace, notamment ;
  - au contrôle du fonctionnement des installations : supervision permanente à distance des paramètres de fonctionnement par un centre de contrôle, gestion des alarmes et arrêt des installations à distance, maintenance et entretien préventif ;
- prises conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011, permettent de prévenir ces risques.

L'étude détaillée des risques menée dans l'étude des dangers jointe à la demande conclut que dans ces conditions les risques résiduels sont acceptables.

### **3.3 CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT**

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoient que :

- ◆ Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.
- ◆ Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :
  1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
  2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
    - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
    - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
    - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
  3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- ◆ Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières. Le montant initial de ces garanties financières est à calculer, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce montant sera éventuellement actualisé au jour de la délivrance éventuelle de l'autorisation.

Conformément à l'article R. 512-5 du code de l'environnement, le pétitionnaire précise dans sa demande d'autorisation d'exploiter les modalités des garanties financières, à savoir leur constitution avant la mise en service industrielle de l'installation comme le prévoit l'article R. 553-1 du code de l'environnement, selon l'une des conditions autorisées par l'article R. 516-2 du code sus-visé à hauteur du montant fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces garanties visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant.



### **3.4 DISPOSITIONS RETENUES DANS LE PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

Le champ d'application de l'autorisation unique regroupe plusieurs autorisations précédemment délivrées au titre de législations différentes. Si l'autorisation unique permet de déroger aux règles de procédure de chacune des autorisations contenues dans son champ d'application, les dispositions des législations en vertu desquelles elle est délivrée restent applicables. Les prescriptions des arrêtés ministériels pris en application de ces législations sont donc applicables de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société SEPE du Fouzon .

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation unique se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. À cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs. Ce modèle d'arrêté est découpé en plusieurs titres correspondants aux corpus législatifs visés par le champ de l'autorisation unique.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation unique annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et, d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation unique et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont notamment reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

- Titre I – article 3 : les coordonnées Lambert des éoliennes, garantissant les distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques, ainsi que la maîtrise de la prégnance visuelle du parc vis-à-vis du paysage ;
- Titre II – articles 1<sup>er</sup> et 4.1 : les caractéristiques techniques des machines, garantissant la maîtrise de la prégnance visuelle du parc vis-à-vis du paysage et la mise en place d'une haie champêtre en sortie du village de Nohant-en-Graçay via la route départementale n°68 ;
- Titre II – article 4.2 : la possibilité de démarrer les travaux pendant la période de reproduction des oiseaux uniquement sous réserve du contrôle préalable d'un expert attestant l'absence de nid occupé sur le site, visant à éviter la perturbation des espèces nicheuses. La période de reproduction retenue pendant laquelle le commencement des travaux de terrassement est proscrite (ou uniquement possible après passage d'un expert) s'étend du 1<sup>er</sup> mars au 31 juillet ;
- Titre II – article 4.2 : la mise en œuvre d'un suivi de mortalité des chiroptères et de mesures correctives telles qu'un plan de bridage d'une machine destinée à protéger les chiroptères ;
- Titre II – article 5 : les conditions de gestion des déchets dangereux générés par les opérations de maintenance des éoliennes, garantissant la maîtrise des nuisances ;

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public et des services de l'État :

- Titre II – article 6 : l'équipement du poste de livraison électrique en extincteurs adaptés au risque, un affichage des consignes relatives à la conduite à tenir sera réalisé, conformément aux préconisations du SDIS.
- Titre III – article 1 : le balisage lumineux de chaque éolienne afin de sauvegarder la sécurité aérienne, comme l'exigent la DGAC et le Ministère de la Défense.
- Titre V – article 1 : les informations à communiquer préalablement au chantier de construction, en particulier à la DGAC et au Ministère de la Défense.

### **3.5 DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRÊTÉ PAR L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Le projet, tel qu'il a été conçu, aboutit à un impact résiduel non significatif sur la faune, la flore et les milieux naturels. Ainsi, les mesures d'insertion du projet édictées par le demandeur devront être mises en œuvre, avec les modifications suivantes :

- Titre II – article 4.1 : Afin de limiter l'impact visuel du balisage comme l'exigent la DGAC et le Ministère de la Défense et en tenant compte de la densification du secteur d'implantation du futur parc, une synchronisation des balisages entre le parc projeté et le parc voisin du Longchamp est demandé.
- Titre II – article 4.2 : En cas d'arrêt du chantier, dont la durée est compatible avec les délais de retour des espèces sensibles, associé à une reprise des travaux entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 juillet inclus, un contrôle préalable analogue au contrôle initial doit être mis en œuvre.
- Titre II – article 4.2 : Mise en place d'un bridage de l'éolienne E2, avec un arrêt pour des vents inférieurs à 5,5 m/s, des températures supérieures à 13°C, par temps sec. Toutefois, deux adaptations par rapport à ce qui est proposé dans le dossier seront à prendre en compte : le bridage aura lieu du 1<sup>er</sup> mai au 15 octobre (et non septembre), et du coucher du soleil à 3 heures après ;
- Titre II – article 4.2 : Adaptation des suivis de mortalité : ils devront a minima couvrir la période de bridage des éoliennes, afin d'en évaluer la pertinence. Afin d'obtenir des données exploitables et comparables aux précédentes études réalisées dans le secteur, il est proposé un suivi du 1<sup>er</sup> mai au 15 octobre, avec deux passages par mois du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet, et un à deux passages hebdomadaires du 1<sup>er</sup> août au 15 octobre. Ce suivi aura lieu la première année d'exploitation, et pourra être prolongé en fonction des résultats observés. Un suivi est également prévu dans les 10 ans. Il pourra être allégé en fonction des résultats précédents et suivre le protocole national actuellement prescrit dans l'étude d'impact. Un suivi de l'activité des chauves-souris à hauteur de nacelle devra également être mené, afin d'affiner au besoin les règles de bridage mises en œuvre. Un enregistreur pourrait ainsi être installé sur l'éolienne E2, la première année d'exploitation, du 1<sup>er</sup> mai au 15 octobre. L'ensemble des résultats des suivis sera tenu à la disposition de la DREAL Centre-Val de Loire.

## **4. AVIS DES SERVICES INSTRUCTEURS**

La société SEPE du Fouzon a déposé un dossier de demande d'autorisation unique concernant un parc éolien composé de trois aérogénérateurs et d'un poste de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

### **4.1 Autorisation au titre du code de l'urbanisme**

La commune de Nohant-en-Graçay est dotée d'une carte communale, document d'urbanisme simple qui délimite les secteurs de la commune où les permis de construire peuvent être délivrés. Les éoliennes E1, E2, E3 et le poste de livraison sont implantées en zone où les équipements collectifs, telles que des éoliennes, sont autorisés.

En outre, il est constaté que le projet ne présente aucun surplomb des propriétés voisines qu'elles appartiennent au domaine privé ou public, qu'il n'existe aucune habitation dans un rayon de 500 mètres autour des aérogénérateurs, que la commune de Nohant-en-Graçay est située dans une zone favorable identifiée dans le Schéma Régional de l'Eolien.

Au vu de ces éléments ainsi que des avis émis par les collectivités et les organismes sollicités au titre du code de l'urbanisme, la DDT du Cher émet un avis favorable sur le présent projet dans sa contribution en date du 24 mai 2015.

Dans son avis transmis le 21 novembre 2016, la DDT du Cher indique qu'au regard des avis des services et collectivités territoriales consultées au titre du code de l'urbanisme en majorité favorables au projet, des règles d'urbanismes applicables sur la commune de Nohant-en-Graçay, de l'autorisation du ministre de la défense et celui en charge de l'aviation civile, elle émet un avis favorable sur le projet. La DDT propose

également dans sa contribution, plusieurs prescriptions relatives à la sécurité publique présentées au point 3.4 du présent rapport. Enfin, la DDT du Cher précise qu'elle procédera, dans le cas où l'autorisation unique serait accordée au demandeur, à l'attribution du numéro d'enregistrement au titre de l'article R. 423-3 du code de l'urbanisme qu'elle communiquera à la mairie de Nohant-en-Graçay.

#### **4.2 Autorisation au titre du code de l'environnement**

Le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique.

Au regard des dispositions prévues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le demandeur a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et les impacts, et d'en maîtriser les conséquences.

### **5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

Au vu des éléments fournis par la société SEPE du Fouzon dans son dossier de demande d'autorisation unique et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses du demandeur,

et considérant que :

- l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 susvisée ;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire ;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prendre en compte les objectifs mentionnés au 5° de l'article L. 311-5 du code de l'énergie ;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L. 323-11 du code de l'énergie ;
- la commune de Nohant-en-Graçay fait partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 – « Champagne berrichonne » du Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional Climat Air Énergie de la région Centre approuvé par arrêté du 28 juin 2012 ;
- le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;
- le demandeur a pris des engagements dans son dossier de demande d'autorisation unique pour réduire, compenser ou maîtriser les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et les risques engendrés par les installations du parc éolien projeté ;

- les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société SEPE du Fouzon sur le territoire la commune de Nohant-en-Graçay.

Dans ces conditions, et en vertu de l'arrêté portant droit d'évocation du Préfet de région en matière d'éolien terrestre du 20 novembre 2015, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la région Centre-Val de Loire d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R. 553-9 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation unique doivent être présentées, pour avis, à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et paysages.

L'inspecteur des installations classées,

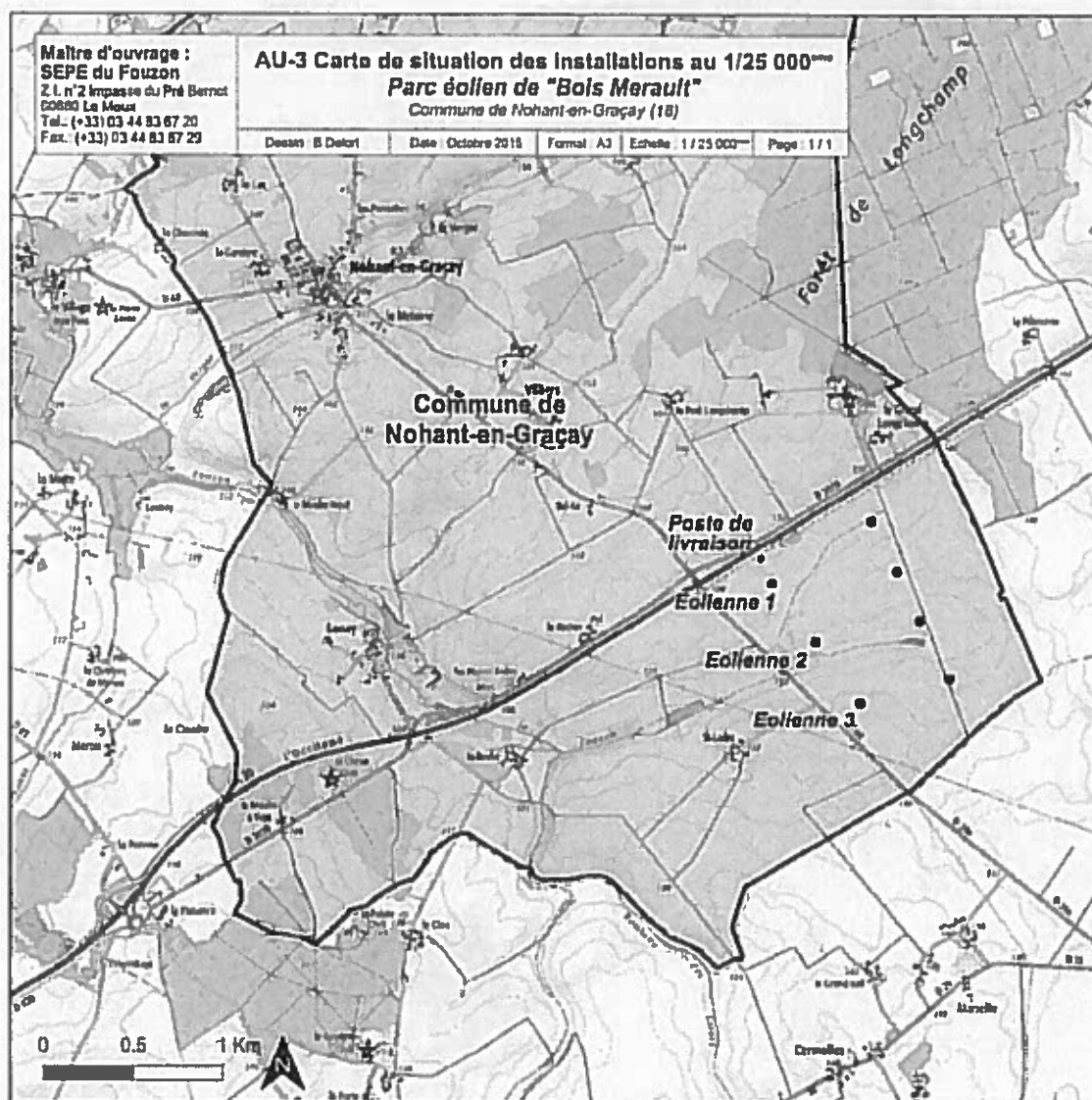
Vu et transmis avec avis conforme,  
à madame la préfète du Cher,  
Pour le Directeur Régional,

**Signé**

**Signé**

PJ : Plan de situation et plan de masse  
Projet d'arrêté préfectoral

## Annexe 1 : plan de situation



### Légende

- Commune de Nohant-en-Graçay
- Éolienne existante
- Éolienne du parc de "Bois Merault"
- Poste de livraison du parc de "Bois Merault"

## Annexe 2 : plan de masse

